

filiale énergétique au sein de la Banque mondiale ne semble plus devoir aller de l'avant.

Un bon système commercial international est indispensable à la croissance économique dans les pays développés tout autant qu'en voie de développement. La réunion ministérielle de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en novembre prochain offrira une occasion rêvée de s'attaquer aux problèmes actuels du commerce et d'établir l'ordre du jour des activités commerciales pour les années 80. Nous espérons que les questions qui préoccupent les pays en voie de développement pourront y être abordées d'une manière qui renforce et adapte mieux l'ensemble du système commercial international. Par ailleurs, il est temps que les nouveaux pays industriels acceptent davantage d'obligations en vertu du GATT et que leur contribution au système commercial international soit à la mesure de leur enjeu dans le système.

Le fonctionnement efficace du système monétaire et financier est, bien sûr, un problème qui est étroitement lié au précédent. Nous espérons que les participants à la réunion annuelle du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), qui doit se tenir à Toronto dans un peu plus d'un mois, commenceront à se pencher sur la possibilité d'accroître les quotes-parts au F.M.I. et de faire avancer le processus de règlement des difficultés financières très préoccupantes que connaît l'Association internationale de développement (IDA). À l'instar de nombreux autres pays, le Canada craint de plus en plus que l'IDA ne dispose pas des fonds nécessaires pour réaliser ses objectifs. Cela serait d'autant plus désastreux que l'IDA porte ses efforts sur les pays les plus pauvres de la planète, dont nombre ont peu d'autres recours. C'est pourquoi le Canada a proposé pour l'IDA un compte spécial qui, tout en tentant de maintenir les arrangements traditionnels de partage du fardeau, donnerait aux donateurs autres que les États-Unis un moyen de répondre aux besoins urgents des bénéficiaires de l'aide de l'Agence pendant la période précédant l'IDA VII (la Septième reconstitution). Je m'empresse d'ajouter que les contributions au compte spécial s'ajouteraient aux obligations assumées en vertu de la Sixième reconstitution, que le Canada entend respecter pleinement.

Pour terminer, le dialogue Nord-Sud nous préoccupera encore pour de nombreuses années, sous une forme ou une autre. Il sera toujours nécessaire d'encourager le développement des pays du tiers-monde, pour des raisons tant humanitaires qu'économiques. Le monde traverse certes une période difficile, mais l'acceptation de l'interdépendance globale par les dirigeants du monde constitue une grande réalisation. Notre défi consiste donc à traduire cette acceptation dans des actions concrètes. Il est certain que le Canada entend participer pleinement. Cependant, tous ceux qui s'intéressent aux relations Nord-Sud devront également déployer des efforts soutenus. Je vous incite donc à ne pas vous laisser aller au découragement. Car les gouvernements ont vraiment besoin de votre appui et de vos idées pour aller de l'avant et créer un monde meilleur pour nous-mêmes et pour les générations futures...

---

S/C